



Supplément

 Le Temps / Sortir  
 1002 Lausanne  
 021 331 78 00  
 www.letemps.ch

 Genre de média: Médias imprimés  
 Type de média: Presse journ./hebd.  
 Tirage: 36'802  
 Parution: irrégulière

 N° de thème: 377.116  
 N° d'abonnement: 1094772  
 Page: 14  
 Surface: 58'202 mm<sup>2</sup>

PLACE FINANCIÈRE

# Le banquier qui a enterré le secret bancaire

A la tête de l'Association suisse des banquiers durant sept ans, Patrick Odier a eu la tâche délicate de faire accepter par ses pairs ce qu'ils redoutaient par-dessus tout: la transparence fiscale. **Par Yves Genier**

Le vendredi 13 mars 2009, un monde s'est écroulé, celui de la banque suisse traditionnelle. Face à la presse internationale, le conseiller fédéral Hans-Rudolf Merz, en charge des Finances, annonçait le début de la fin du secret bancaire. «Les collègues ministres des Finances européens m'avaient clairement fait savoir que nous ne pourrions plus éviter un affaiblissement du secret bancaire vis-à-vis de l'étranger», expliquait-il fin juillet dernier dans la *NZZ am Sonntag*.

L'échec de la longue et opiniâtre résistance de la Suisse face aux changements plongeait alors les banques dans une profonde phase de remise en question, de turbulences et de réinvention. Un homme a tenu la barre durant cette période difficile, le banquier privé genevois Patrick Odier. Élu président de l'Association suisse des banquiers (ASB) en septembre 2009, il a annoncé son retrait de cette fonction dès la Journée des banquiers le 15 septembre. Herbert Scheidt, président de la banque zurichoise Vontobel, est appelé à lui succéder.

En sept ans, l'associé de la banque Lombard Odier a tenté d'apporter des solutions à la crise dans laquelle les banques suisses s'étaient plongées à force de refuser l'inéluctable fin du secret bancaire. Il a mené cette tâche herculéenne avec énergie, engagement et ouverture. Mais n'a de loin pas atteint tous ses objectifs. Il s'est démené

pour empêcher l'instauration de l'échange automatique d'informations en matière fiscale (EAI), mais il n'a pas pu éviter l'inéluctable. Il s'est battu pour ouvrir de nouvelles perspectives à la place financière, mais celle-ci reste bloquée aux portes du marché européen. Il a réussi à éviter l'éclatement de l'ASB, mais il n'a pas pu empêcher l'émergence d'opinions dissidentes. «Son attitude a retardé le virage de la place bancaire suisse nécessaire pour répondre aux défis de l'EAI et aux changements normatifs en découlant au plan national et international», critique Sergio Rossi, professeur d'économie à l'Université de Fribourg.

## Médaillé d'escrime

Il fallait une belle dose de courage en cet été 2009 pour reprendre la présidence de l'ASB. Décrédibilisée par l'échec du combat purement défensif mené jusqu'alors par le banquier privé genevois Pierre Mirabaud pour défendre le secret bancaire, elle assistait alors, impuissante, à son effondrement. Le choc était d'autant plus rude que le secret paraissait intouchable jusqu'alors. Modèle d'affaires efficace et hautement rentable, il était devenu la raison de vivre pour maints banquiers, voire un facteur culturel profondément ancré dans de larges pans de l'opinion publique suisse.

Patrick Odier aurait pu camper sur les mêmes positions maxima-

listes que son prédécesseur. N'est-il pas banquier privé depuis 1986, année de son accession (à 31 ans) au collège des associés de Lombard Odier & Cie, issu d'une longue lignée patricienne, résidant dans une vaste propriété en périphérie de la cité de Calvin? Plusieurs fois médaillé en escrime durant ses études, il était prêt à partir au combat. «Ce sport m'a notamment appris à me concentrer très fort pendant un laps de temps très réduit pour toucher l'adversaire», se remémore-t-il. Mais sa personnalité, son ouverture, sa vision du monde l'inclinaient à choisir la voie du pragmatisme.

A la banque, il s'est d'abord occupé de produits de gestion institutionnelle. Mais il s'engage rapidement en faveur de la formation et des affaires publiques. Dès 1995, il siège au Conseil académique de l'Université de Genève. L'année suivante, il est l'un des moteurs de la création de Fame, l'ancêtre du Swiss Finance Institute, avec Jean-Pierre Danthine, futur directeur de la Banque nationale suisse. Il préside l'IFCI, un institut d'étude des dérivés, à une époque où la réglementation de ces produits est sous les feux de la rampe. En 2004, il accède au comité d'économiesuisse. Il devient plus tard vice-président de l'Association patronale.

## Virages sur l'aile

Son atout, c'est un grand talent



Supplément

Le Temps / Sortir  
1002 Lausanne  
021 331 78 00  
www.letemps.chGenre de média: Médias imprimés  
Type de média: Presse journ./hebd.  
Tirage: 36'802  
Parution: irrégulièreN° de thème: 377.116  
N° d'abonnement: 1094772  
Page: 14  
Surface: 58'202 mm<sup>2</sup>

pour la communication. Esprit rapide, enchaînant une idée après l'autre à un rythme endiablé, il n'hésite pas à retenir son interlocuteur le temps qu'il faut pour le convaincre, quitte à changer radicalement d'avis si nécessaire.

Il a ainsi inauguré son mandat de président de l'ASB à l'automne 2009 en présentant une «stratégie face aux défis actuels» dont l'un des piliers est «Rubik», formule imaginée la même année par Alfredo Gysi pour fiscaliser les avoirs en banque tout en préservant le secret bancaire. Il s'est démené pour la faire accepter, aussi bien parmi ses confrères banquiers, dont certains sont restés très sceptiques, qu'après des gouvernements et parlements étrangers, qui ont peine à croire à la bonne foi des banquiers suisses sur ce dossier.

L'échec final de «Rubik» devant la Chambre haute du Parlement allemand en novembre 2012 a marqué la fin de cette stratégie et fait vaciller le fauteuil présidentiel de son défenseur le plus ardent. Il est suivi d'un premier virage à 180 degrés. En avril 2013, l'ASB se résigne à accepter le principe de l'échange

automatique d'informations. Un choix subi sous la pression internationale certes, mais que le président de l'ASB a réussi à faire accepter à ses confrères. D'autres que lui s'en étaient faits les pionniers: Pierin Vincenz, alors patron de Raiffeisen, puis Sergio Ermotti, directeur général d'UBS.

#### D'euroseptique à euroturbo

Patrick Odier a négocié un second virage sur l'aile à l'été 2015, sur la question européenne cette fois. Après avoir longtemps soutenu les positions euroseptiques, sinon europhobiques, de son milieu, il se convertit soudain en euroturbo. Il n'est certes pas tombé amoureux de Bruxelles. Mais il s'est rendu

à une évidence: l'accès au marché européen des services financiers tant désiré par les banquiers helvétiques ne deviendra réalité qu'après le règlement des autres dossiers ouverts entre la Suisse et l'UE. Autant, donc, les faire avancer.

Patrick Odier a donc appliqué le principe de réalité, même si celui-ci ne plaît pas à tous les confrères. «J'ai préféré m'engager pour préserver l'emploi et la prospérité de la place financière suisse que de m'enfermer dans un combat d'arrière-garde», explique-t-il. Une démarche d'entrepreneur, qui préfère accompagner le cours de l'histoire plutôt que la combattre.



Patrick Odier